



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

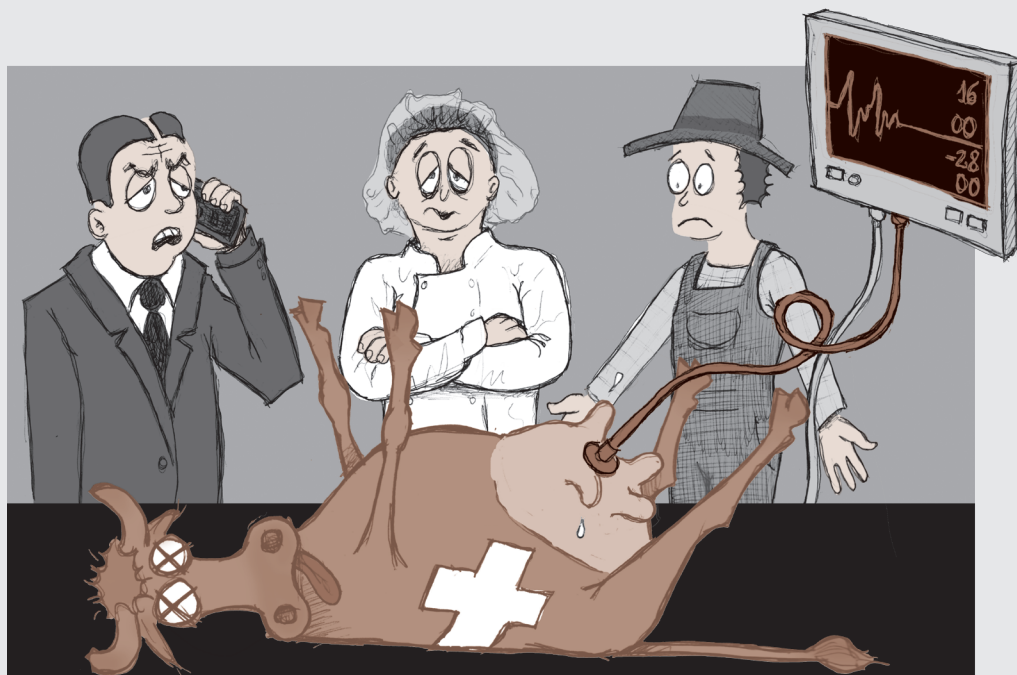
## Un secteur laitier en état de mort cérébrale

Il y 10 ans, la Suisse entrait dans une phase transitoire de trois ans mettant fin aux quotas laitiers. Quasi simultanément, en 2007, le marché du fromage était entièrement libéralisé entre notre pays et l'Union européenne.

Où en sommes-nous aujourd'hui? En 10 ans nous avons perdu plus de 25 % des producteurs de lait. La production globale n'a cessé de croître et les quantités par exploitation ont progressé de manière significative. Le prix du lait de centrale est passé de 70 cts à 50 cts (-28 %). Durant cette période, les exportations de fromages ont augmenté de 41 % alors que les importations ont crû de 61 %.

Le bilan est noir; les premiers à en souffrir sont les familles paysannes puisqu'elles ne couvrent plus leurs coûts de production et ne sont plus en mesure d'investir. Pour celles qui sont encore actives, elles croulent sous le travail. Mais jusqu'à quand seront-elles les seules victimes de ce désastre? Si cette offre éclatée en plusieurs organisations de producteurs fait encore le jeu des acheteurs de lait, nous sommes en droit de nous demander jusqu'à quand durera cet état de grâce. Un marché laitier aussi malade ne peut être bénéfique à terme pour quiconque. La pratique de certains acteurs d'acheter du lait à moins de 10 cts pour le transformer en tout type de produits et en touchant de surcroît les aides de la Confédération pour la transformation en fromage sans les restituer aux producteurs comme la loi l'exige pourtant, semble se répandre comme du lait qui déborde d'une casserole.

De leur côté, les Interprofessions tentent tant bien que mal de réguler les quantités transformées en fromage afin d'éviter que ce prix du lait chute; mais qu'advient-il de ce fameux lait de restriction? Est-il malgré tout produit sur les fermes, à quel prix et à



qui est-il vendu? Dans les commerces, des facsimilés de fromages AOP sont proposés aux consommateurs et ne peuvent que faire une concurrence déloyale aux produits certifiés. Notre lait suisse passe d'une région à l'autre pour faire tourner les usines de transformation et se vend à des prix si indécents que nous préférons les taire. Les organisations professionnelles sont tellement dépassées par cette gabegie que nous assistons parfois à une attitude défaitiste après tant d'années où chacune d'entre elles a essayé, à sa manière, de suggérer des solutions de régulation.

Aujourd'hui il n'y plus aucun médecin qui semble capable d'administrer des soins palliatifs au marché laitier; c'est comme si nous étions déjà passé à la rédaction du testament de ce secteur qui est pourtant la colonne vertébrale de l'agriculture suisse. Alors,

avant de dresser la table qui suit l'oraison funèbre, ne serait-il pas plus responsable de réunir l'ensemble des acteurs du secteur, avec la Confédération comme facilitateur (et non comme fossoyeur), pour faire renaître de ses cendres le secteur laitier? Non un sommet du lait comme à Gurten qui accouche d'une petite souris, mais une réunion intense, de plusieurs jours s'il le faut, pour trouver des solutions viables; car elles existent bel et bien. Les consommateurs suisses nous en seront sûrement reconnaissants; eux qui, dans leur grande majorité, souhaitent consommer du lait local de qualité, issu d'une production respectueuse de la nature et des animaux tout en garantissant une rémunération équitable aux familles paysannes.

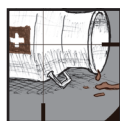
*Valentina Hemmeler Maïga*



### Lait

Le lait de restriction est suicidaire

Page 2



### Lait

Contrats laitiers dignes de ce nom?

Page 3



### Politique agricole

Parti socialiste et monde paysan

Pages 4-5



### ACP

Réseau Urgenci Europe

Page 6

LAIT

# Le lait de restriction est suicidaire !

**Uniterre l'a toujours dit, surtout depuis 2009, les problèmes de gestion des quantités dans le secteur du lait industriel rattraperont le secteur du fromage. Raisons pour lesquelles nous avons en permanence appelé à la solidarité paysanne pour une régulation urgente de toute la production laitière suisse, y compris pour le lait destiné aux AOP phares, montrées en exemple durant de nombreuses années.**

Aujourd'hui la donne change. La diversité en fromage augmente sérieusement et les habitudes de consommation évoluent.

L'interprofession du Gruyère est sous pression. Les producteurs subissent des restrictions de production. Le marché est tendu pour les pâtes dures. Si dans les médias, le franc fort et l'augmentation des importations sont souvent invoqués, ces deux facteurs ne sont pas les seuls. Un autre problème se dessine peu à peu. Observons les statistiques.

## Multiplication des spécialités

Aujourd'hui, de plus en plus de fromageries diversifient leurs offres et fabriquent divers fromages, à côté de l'AOP. Parfois ces spécialités sont très différentes, mais parfois non. Or, on le sait, la consommation de fromage n'est pas élastique. Personne ne va augmenter sa portion journalière de fromage sous prétexte de diversité.

En fouillant dans les statistiques fromagères, on observe que la production moyenne sur deux ans des « autres fro-

mages à pâtes dures et mi-dures (hors AOP) » a fortement augmenté. Elle est passée de 37'620 tonnes (moyenne 2011-2012) à 40'143 tonnes (moyenne 2014-2015). Soit une augmentation de plus de 6% en quelques années. Que ce volume soit consommé en Suisse ou exporté, il prend une place toujours plus grande sur les plateaux de fromages et pèse directement sur les volumes vendus des fleurons AOP.

## La majorité joue le jeu

En période de crise, la très grande majorité des fermes respectent les restrictions imposées par leur interprofession AOP. Certains producteurs vont même jusqu'à s'engager par écrit à ne livrer aucune quantité supplémentaire, à ne pas produire de lait de restriction. D'autres, par contre, continuent de produire pour remplir soit un contrat de lait industriel acquis, soit pour faire des spécialités fromagères ou alors vendre à perte via le canal industriel au prix C. Quoi qu'il arrive, ce lait « en trop » finit toujours par influencer d'une manière ou d'une autre le prix. Il est donc nécessaire de le réguler.

## Le lait de restriction : un suicide orchestré

Au vu du manque de transparence du secteur, on ne peut que supposer que cette augmentation significative des volumes des « autres fromages » est imputable en grande partie aux plus grosses fromageries de type industriel, puisque ce sont elles qui récoltent les laits de restriction. Elles transforment ce lait acheté au prix C, touchent la prime de fabrication de 15 ct - censée revenir aux producteurs - et revendent ce fromage à un prix légèrement en dessous de celui de l'AOP! La marge financière qui en résulte est indécente, la concurrence est déloyale et la pression sur l'ensemble des prix des fromages devient intenable, tant pour les fromageries artisanales que pour les producteurs. C'est un nivellement par le bas qui détruit, petit à petit, l'ensemble d'un secteur économique, et cela sur le marché suisse comme celui de l'export. Les interprofessions sont d'ailleurs bien démunies pour interdire la production du lait de restriction. Elles n'en ont pas la force légale. On assiste donc aujourd'hui à un suicide orchestré, connu, mais vraisemblablement souhaité par celles et ceux qui refusent l'idée même de réguler la production laitière.

## Exigeons la transparence pour les 15ct.

Si la rétrocession des 15 ct est automatique et transparente pour les fromageries artisanales, il n'en est pas de même pour les transformateurs qui travaillent du lait de fromagerie et du lait industriel. Il est actuellement impossible pour les producteurs de connaître la part de leur lait qui sera transformé en fromage ou en d'autres produits. Il leur est donc impossible de vérifier si la rétrocession des 15 ct/kg de lait est correcte ou pas. Pour bien des producteurs, le détail des 15 ct n'est même pas mentionné sur le décompte mensuel de la paie du lait. Jusqu'à aujourd'hui, tant l'OFAG

### Soyez acteurs de votre futur, ne manquez aucune commission lait!

Engagez-vous pour trouver des solutions, pour amorcer un changement, un mouvement. Un certain nombre de producteurs s'engagent déjà, pourquoi ne pas les rejoindre ?

### La commission lait vous est ouverte.

Pour plus d'information, contactez le secrétariat d'Uniterre au 021 601 74 67 ou par mail [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

et TSM ne souhaitent pas prendre ce dossier à bras le corps pour imposer plus de transparence.

### Explorer toutes les solutions

Dans ce contexte, toutes les solutions doivent être discutées et partagées. Il paraît néanmoins important de réfléchir à un système de régulation des quantités au niveau national. Concernant plus spécifiquement le secteur du fromage, la commission lait explore différentes pistes, que cela soit au niveau des primes en vigueur dans ce secteur que des systèmes et des règles de production liés au différentes AOP. La manière de rémunérer le lait est aussi en discussion. La commission demande aussi une plus grande transparence chez les affineurs des principales AOP ainsi que sur les types de fromages produits hors AOP.

L'impact de la diversification fromagère commence à se faire sentir, il serait bon d'y voir nettement plus clair avant que l'opacité totale ne prédomine et mette à mal les derniers fleurons de l'économie agricole. La « blinde Kuh » n'est pas loin.

Nicolas Bezençon



### Allemagne : Journées d'action dans les laiteries et le commerce

Les producteurs du BDM (Association fédérale des producteurs laitiers allemands) ont visité environ 30 laiteries le 6 octobre et ont présenté un cahier de

doléances. Leur revendication centrale : la situation de marché s'étant améliorée, l'augmentation du prix qui en résulte pour les laiteries devrait être reversée immédiatement aux producteurs de lait dans son intégralité.

Le 10 octobre, les producteurs laitiers rendront visite aux différents magasins. Ceci pour montrer que le commerce doit également contribuer à améliorer la situation des producteurs laitiers.

### France : Manifestation contre les prix de lait bradés français en Chine

Manifestation lors de l'inauguration de l'usine chinoise Synutra à Carhaix le 28 septembre : les Chinois ont investi pour produire de la poudre de lait à partir de lait français. L'OPL se pose la question du bienfait pour les éleveurs. La valeur ajoutée part à l'étranger.

### Lait : gestion des quantités selon le modèle canadien

[...] le modèle canadien est basé sur trois piliers : contrôle des importations, discipline de production et une politique de prix couvrant les coûts. Les paysans doivent accepter de produire des quantités imposées, adaptées à la demande. Le secteur laitier canadien va bien [...]

à lire sur notre site

[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

LAIT

# A quand des contrats laitiers dignes de ce nom ?

À la suite du sommet laitier de ce printemps, l'interprofession du lait (IP-Lait) a déclaré vouloir s'atteler à ancrer un engagement contractuel des acheteurs auprès des producteurs sur les quantités et le prix repris par ces derniers pour les segments A et B. Ceci au moins pour une durée d'un mois (!!). Pour l'instant ce n'est resté qu'une déclaration d'intention de plus.

La plupart des contrats montrent simplement une segmentation au pourcentage de quantités livrées. Certains acheteurs reprennent des quantités fixées en kg, tandis que de nombreux autres prennent en charge toutes les quantités produites. Personne ne veut une réduction des quantités, mais tous veulent augmenter leur part commerciale. Pour ce qui est des prix, les producteurs doivent se contenter de ce que les acheteurs veulent bien leur donner. Ce qui illustre parfaitement le déséquilibre structurel au sein de l'IP-Lait totalement dominée par les acheteurs de lait.

Même le droit de ne pas livrer le segment C, bradé aux prix du marché international, n'est pas encore appliqué de manière systématique. Ceci alors qu'au mois d'avril Emmi par exemple a dû faire marche arrière suite à une plainte gagnée par un cercle laitier (Pfannenstiel) et changer les contrats laitiers des producteurs directs afin de rendre la livraison du segment C facultative. Et qu'en est-il d'une livraison facultative du segment B ?

Que dire de la Fédération Suisse des Producteurs de Lait (FPSL) ? Alors que l'Union Suisse des Paysans soutient la motion Nicolet (27 avril 2016), demandant que le Conseil Fédéral exige de l'Interprofession du lait une réelle gestion des quantités par la fixation de règles portants sur les notions de quantités et de prix contractuels et annuels du lait, avec une bonne valeur ajoutée (segments A et B), par transformateur ou organisation de producteurs, FPSL se positionne contre cette motion. Ainsi FPSL défend une fois de plus les intérêts des acheteurs, c'est vrai que cette organisation vit par les cotisations prélevées sur chaque litre de lait produit... cherchez l'erreur. Les cotisations FPSL devraient être indexées au prix du lait payé aux producteurs et fonctionner sur des principes réellement démocratiques avec une consultation de

la base sur la question du principe d'une gestion des quantités pour adapter la production aux besoins du marché. Une telle consultation doit donner un mandat clair à PSL pour une gestion des quantités contraignante qu'une réelle représentation des producteurs pourrait défendre dans une Interprofession rééquilibrée.

Mais que fait la FPSL ? Elle réclame des paiements directs de la Confédération pour que les acheteurs puissent continuer à transformer une matière première achetée à un prix de dumping. Ainsi l'Etat doit financer l'industrie laitière sur le dos des producteurs.

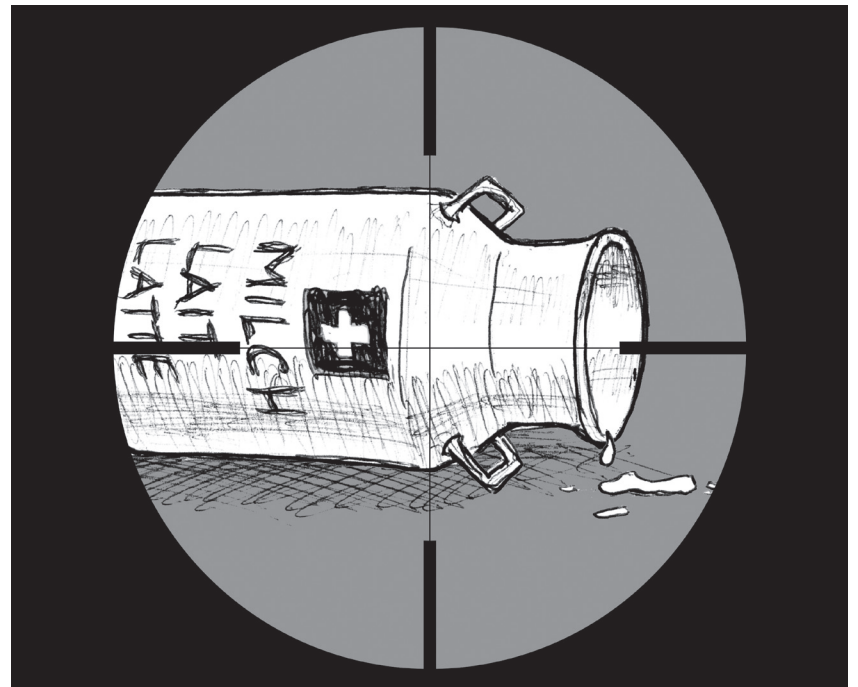
Ci-dessous la réponse du Conseil Fédéral à la motion Nicolet :

(..) Le Conseil fédéral n'entend pas proposer au Parlement une modification de la loi sur l'agriculture (LAgr; RS 910.1) qui l'autoriserait à édicter des prescriptions dans ce sens à l'égard de l'IP Lait ou à intervenir lui-même dans la gestion des volumes de la production laitière. (...)

Le Conseil fédéral estime cependant qu'il est nécessaire de renforcer la fiabilité des conventions réglant les quantités et les prix dans les contrats individuels d'achat de lait. Il s'agit d'inciter les producteurs et les partenaires commerciaux à mieux harmoniser entre eux les prix et les quantités à l'échelon contractuel. Cela est une condition importante pour éviter les offres excédentaires sur les marchés.

Le 30 juin 2016, à l'occasion d'une réunion extraordinaire, le comité de l'IP Lait a discuté de manière approfondie des possibilités d'amélioration des contrats laitiers. Il a décidé de faire élaborer des propositions en vue de renforcer le caractère contraignant des contrats, afin d'améliorer la sécurité de planification à tous les échelons de la chaîne de création de valeur. Ses propositions ont été discutées au sein du comité à l'occasion de la réunion ordinaire, fin août 2016. Il est prévu que les propositions soient présentées aux délégués de l'IP Lait en automne 2016, afin que les nouvelles réglementations puissent être mises en application le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

A la demande de l'IP Lait, le Conseil fédéral a la possibilité de déclarer de force obligatoire le nouveau contrat type, sur la base de l'article 37 LAgr. Une telle demande serait évaluée par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche et soumise au Conseil fédéral.



## Et en Europe

La situation désastreuse du marché laitier ne se limite pas à la Suisse. En Europe les prix du lait payés aux producteurs sont toujours au plus bas et ne permettent pas, comme c'est le cas en Suisse, de couvrir les coûts de production.

Le 17 septembre plus de 250'000 personnes ont manifesté en Allemagne contre le TTIP (traité de libre-échange UE-Etats-Unis).

Le 4 octobre, des producteurs de lait allemands s'étaient rendus sur les sites de nombreuses laiteries pour les appeler à enfin assumer leur part de responsabilité face à la crise actuelle du marché.

Le 10 octobre, les actions des producteurs laitiers se sont poursuivies avec une nouvelle journée d'actions nationale en Allemagne. Les producteurs se sont rendus dans des magasins de grandes chaînes de supermarchés et ont exhorté les grandes et moyennes surfaces (GMS) à faire leur part pour des prix du lait équitables pour les producteurs.

Après les mobilisations contre le groupe Lactalis, des producteurs de lait de l'Ouest de la France ont manifesté le 9 octobre devant une coopérative laitière du groupe Terrena. Ils ont demandé un prix du lait plus élevé et exhorté la coopérative à travailler dans l'intérêt de ses membres.

Une délégation de la coopérative a répondu que le niveau bas du prix

était dû à la pression exercée par les grandes surfaces.

En Belgique, comme dans de nombreux pays européens, l'alliance d'action D19-20 s'engage depuis plusieurs années, contre les accords de libre-échange TTIP et CETA. Actuellement, afin d'éviter la signature du CETA par le gouvernement fédéral belge, de nombreuses actions sont organisées cette semaine devant les parlements régionaux du pays. Ceux-ci sont appelés à refuser d'octroyer au gouvernement fédéral le mandat pour signer ledit accord.

Au mois de novembre de cette année cela fera dix ans que s'est constitué l'European Milk Board (EMB) dont font partie Uniterre et Big-M. Cette organisation de producteurs a lutté depuis sa création pour un prix de lait équitable de 40 cts d'euro et de 1.- CHF. Au cours de ces dix dernières années de nombreuses choses se sont passées. Les marchés ont été dérégulés, le contingentement respectivement les quotas laitiers ont été supprimés. Dans de nombreux pays d'Europe, les producteurs se sont mobilisés contre une politique laitière néolibérale. L'European Milk Board, lutte depuis une décennie au niveau européen pour mettre en place un système durable tant économiquement que socialement. Lors de l'assemblée générale qui aura lieu le 9 et 10 novembre au Pays-Bas les producteurs décideront des mesures à prendre pour enfin redonner un avenir à une production laitière paysanne et durable.

Rudi Berli

## Erratum

Dans le dernier numéro du Journal d'Uniterre de septembre 2016, une erreur s'est glissée dans l'article sur les betteraves sucrières. Avant-dernier paragraphe, il fallait lire : « Pour que la culture de la betterave sucrière soit maintenue en Suisse, le prix doit remonter rapidement et une prime pour une qualité extenso d'au moins 15.-Fr/t (et non pas 15.-/ha) devrait être payée par les acheteurs sur le marché. »

# Le Parti socialiste et le monde paysan : accords et dissonances

**Le Valaisan Mathias Reynard et le Bâlois Beat Jans, tous les deux conseillers nationaux PS, nous ont accordé cet entretien à Berne, lors de la session d'automne des chambres fédérales. Nous voulions discuter aussi ouvertement que possible des positions du Parti socialiste à l'égard de la paysannerie et des politiques agricoles, sujet qui suscite parfois quelques frictions à l'intérieur du groupe parlementaire. Ulrike Minkner, membre du syndicat Uniterre, nous accompagnait.**

## Quels sont les questions principales qui se posent au PS en matière d'agriculture ?

**Ulrike Minkner :** À Uniterre, nous avons parfois l'impression qu'il est plus facile de discuter avec la gauche en Suisse romande. Si je lis le dernier document d'orientation du PS Suisse, nous sommes pour l'essentiel d'accord sur les buts qui y sont mentionnés, mais c'est au niveau des moyens nécessaires pour les atteindre que la discussion doit porter aujourd'hui. Contrairement à ce que certain·e·s pensent à gauche, le marché ne permettra pas de réaliser ces buts. Il faut des politiques publiques définissant des conditions-cadres. Dans ce contexte, nous pensons qu'il faudrait discuter des différents points de l'initiative d'Uniterre pour la souveraineté alimentaire.

**Mathias Reynard :** Il existe un accord assez large au sein du PS sur les questions agricoles. Nous avons soutenu l'initiative de la Jeunesse socialiste contre la spéculation sur les denrées alimentaires par exemple, et nous nous rejoignons également pour condamner les OGM. Il y a cependant quelques divergences entre nous. Je songe en particulier au débat entre libéralisation et ce que je nomme un « protectionnisme solidaire », ou à la disparition accélérée des emplois dans l'agriculture (près de 100'000 en vingt ans, selon les chiffres d'Uniterre), ou encore aux salaires trop bas des employé·e·s agricoles.

Une partie de ces divergences tient aux différences entre les types d'exploitation agricole que nous connaissons en Suisse romande et en Suisse alémanique.

**Beat Jans :** Il n'y a pas de divergences de fond entre nous. Tout le monde veut promouvoir les petites exploitations familiales. Le problème se situe au niveau des mécanismes à mettre en œuvre pour y parvenir. Je ne crois pas que le contrôle des prix permettra d'améliorer la situation, car des prix élevés favorisent surtout la concentration des exploitations. Certes, des exploitations disparaissent en Suisse, mais la situation est moins préoccupante qu'à l'étranger sur ce point-là. La politique agricole défend dans l'ensemble les paysan·e·s, en maintenant les prix à un niveau acceptable. Je ne vois pas ce qu'il faudrait faire en plus.

**UM :** Uniterre ne demande pas que l'État fixe les prix. Nous aimerions que la Suisse s'inspire du modèle canadien, qui impose des niveaux de production qui sont contraignants pour l'ensemble du monde agricole. Dans ce modèle, qui fonctionne depuis cinquante ans, les paysan·ne·s doivent se conformer aux quantités définies. Pour suivre cette politique, la Confédération devrait toutefois se doter des moyens d'imposer des niveaux de production à toute la branche agricole.

**MR :** Je prendrais l'exemple de la viticulture, qui illustre bien le problème qui se pose à l'agriculture suisse. Certains vins étrangers qui sont importés en Suisse sont vendus en-dessous du prix de production que l'on peut assurer chez nous. C'est une forme de concurrence déloyale, bien sûr, qui doit être stoppée d'une manière ou d'une autre. Et cet exemple est facilement généralisable, car il concerne tout aussi bien d'autres productions.

À mon sens, il ne faut pas baisser les paiements directs, mais les réorienter et les conditionner au respect de certaines règles, en particulier celles concernant les conditions de travail.

**BJ :** Je viens de préparer une motion qui demande que les paiements directs soient versés en fonction de la taille des exploitations, de manière à favoriser celles qui en ont besoin et de lutter contre la concentration. Si l'on prend l'exemple du vin, je ne crois pas que l'ouverture des marchés ait été négative. Il y a aujourd'hui davantage de choix pour les consommatrices·eurs, et, globalement, de meilleure qualité. C'est la même chose pour les fromages suisses, qui s'exportent de plus en plus à l'étranger. Cette amélioration de la qualité, sous la pression de la concurrence internationale, permet désormais aux paysan·ne·s suisses d'exporter leurs produits en leur ouvrant de nouveaux marchés.

**MR :** Le problème, c'est que l'agriculture ne vit pas que de ces productions de niche, mais de produits de base, qu'il s'agisse du vin, des fruits et légumes, du lait, etc. Dans ces marchés-là, la concurrence n'améliore pas les productions de l'agriculture suisse, elle les rend impossibles, car trop onéreuses en comparaison internationale.

**UM :** Dans le secteur du fromage par exemple, on observe en effet que certains d'entre eux rencontrent des succès à l'exportation, mais, depuis la libéralisation du marché, les importations sont néanmoins plus importantes que les exportations. De plus, il faut tenir compte des coûts écologiques induits par l'augmentation des échanges, notamment pour des produits frais qui doivent faire l'objet de transports réfrigérés particulièrement gourmands en énergie. Est-ce bien rationnel ?

Par ailleurs, c'est une illusion de penser que

le marché serait véritablement libre, car d'autres pays, en particulier les États-Unis et le Canada, subventionnent leurs exportations. Certaines productions de niche se portent bien, mais elles s'adressent surtout aux riches consommatrices·eurs d'Europe et d'Amérique du Nord.

**BJ :** Je pense que les aspects négatifs du commerce sur le plan écologique doivent être compensés par des mesures écologiques, comme une taxe sur le CO<sub>2</sub>. On peut aussi refuser l'importation de certains produits, mais cela ne suffira pas pour résoudre la question sociale, à savoir celle du maintien des petites exploitations en Suisse.

Je connais bien la problématique des effets internationaux des politiques agricoles dans les pays du Nord, car j'ai longtemps travaillé dans le domaine de la coopération au développement. Mon travail avec des paysan·ne·s au Paraguay m'a montré que la fermeture des marchés mondiaux ne leur permet pas de se développer harmonieusement.

assurément, je suis prêt qu'ils et elles ont tout in positions socialistes pou

**MR :** Pour provoquer paroles de l'Internation Paysans, nous sommes « vaillants », je dirais même des paysan·ne·s ! Mais l'automatiques, elles doivent en particulier au grand r internationale incarné p repris en Suisse par Uni

**UM :** Nous avons lar susciter la discussion, ma peu l'impression que le VKMB (Schweizerische der kleinen une mittler suisse pour la défense d sans, fondée en 1980 et Kleinbauern Vereinigun dans les médias que l déjà be et



## Comment le PS peut-il se positionner aujourd'hui face aux paysan·ne·s ? Devons-nous les laisser à la droite ou des alliances sont-elles imaginables ?

**BJ :** Historiquement, Ernst Laur, leader paysan et fondateur de l'Union suisse des paysans (il en sera le secrétaire de 1898 à 1939), a instauré une coopération étroite entre son organisation et les milieux économiques. Cette tradition est toujours vivante aujourd'hui, puisque l'UDC se veut à la fois le parti des paysan·ne·s et le parti de l'économie. Le PDC se positionne d'ailleurs à peu près de la même manière, alors que le PLR est d'abord le parti de l'économie. Le PS n'a jamais été contre les paysan·ne·s, mais ce sont elles et eux qui ne veulent pas de ses politiques sociales. Par exemple, leurs associations professionnelles demandent que la vente de terres agricoles et le classement de celles-ci en terres constructibles soient des opérations non imposables. Cela n'est pas acceptable d'un point de vue socialiste. Mais,

mais s sion spécialisée au sein Kleinbauern Vereinigun Regina Fuhrer-Wyss – e sa commission agricultu utile qu'Uniterre et la K arrivent à surmonter leu vailler ensemble.

## Ne devrait-on pas plus souvent le faire ne défend pas véritablement les paysan·ne·s ?

**BJ :** C'est plutôt le PDC reprennent sans propositions de l'USP, c des « partis des paysans sens critique.

## Pourrait-on voir un socialiste diriger l' ?

**BJ :** Pour autant que l non. C'est une associatio par l'UDC. Prendre le c

## ances

à dire aux paysan·ne·s  
intéret à soutenir les pro-  
l'agriculture.

un peu, et en ayant les  
ale en tête («Ouvriers,  
le grand parti des tra-  
me que le PS est le parti  
es alliances ne sont pas  
ent se construire. Je pense  
mouvement de solidarité  
ar la Via Campesina, et  
terre.

ncé notre initiative pour  
is nous avons parfois un  
PS nous confond avec le  
Vereinigung zum Schutz  
ren Bauern/Association  
es petits et moyens pay-  
qui s'appelle désormais  
ng). On entend parfois  
es paysan·ne·s reçoivent  
aucoup d'argent et qu'ils  
elles imposent leurs idées  
au parlement. Or, dans sa  
communication, le PS  
ferait bien de différencier  
les revendications  
des paysan·ne·s de  
celles de l'USP, qui est  
loin de représenter les  
positions de l'ensemble  
de ses membres.

**BJ :** Le PS est  
membre de l'alliance  
agricole (Agraraliansz),  
avec les Verts, Bio-  
suisse, la Kleinbauern  
Vereinigung, les asso-  
ciations de défense des  
consommatrices·eurs, la  
protection des animaux,  
sans l'USP. La commis-  
du parti discute avec la  
g, dont la présidente –  
est membre du PS et de  
ure. Il serait sans doute  
Kleinbauern Vereinigung  
ars divergences et à tra-

### à gauche dénoncer t que l'UDC tablement les

contraire, car l'UDC et  
s discussion toutes les  
ar ces partis veulent être  
s» et abandonnent tout

### n jour un·e USP?

On puisse juger du futur,  
n dominée très fortement  
ontrôle de cette organi-

sation est radicalement impossible. La meilleure  
stratégie consiste donc plutôt à s'appuyer sur des  
organisations alternatives. On assiste à la même  
situation avec l'USAM, qui est loin de représenter  
toutes les entreprises mais qui est sous la coupe  
de l'UDC depuis plusieurs années maintenant.

**MR :** C'est aussi une question de person-  
nalités. Quand je vois le soutien qu'a acquis  
Christian Levrat parmi les populations rurales  
de son canton, y compris en prenant parfois ses  
distances avec les positions du PS, on voit qu'il  
y a un potentiel.



### Comment le PS se positionne-t-il sur l'initiative d'Uniterre ?

**BJ :** Je suis ouvert à la discussion, mais l'ini-  
tiative contient de nombreuses revendications et  
sera donc attaquée sur plusieurs plans.

**MR :** Ce que nous disons depuis plusieurs années,  
c'est qu'il faut avant tout garantir une stabilité  
pour les paysan·ne·s. On ne peut pas changer les  
règles tous les quatre ans, parce que l'agriculture  
fonctionne sur le long terme, avec des investisse-  
ments importants qui doivent être rentabilisés. En  
clair, cela signifie que nous sommes réticents à  
modifier l'article constitutionnel sur l'agriculture.  
Or l'initiative change précisément ce texte.

Dans la situation actuelle, il faut bien reconnaître  
que l'initiative d'Uniterre ne serait malheureusement  
pas acceptée par le groupe socialiste.

**BJ :** Instaurer des mesures contraignantes pour  
l'ensemble de la branche visant à produire des  
quantités définies est une solution intéressante  
qui mérite d'être examinée. Mais je crains que la  
définition des marges de production soit confiée  
à l'USP, ce qui risque de renforcer encore son  
poids. Cela étant, je suis d'accord de donner plus  
de poids aux productrices·eurs face aux entreprises  
de distribution, qui sont très concentrées. Il faut  
aller dans ce sens, notamment dans le domaine  
de la production laitière. Toutefois, je regrette par  
moment que les augmentations des subventions  
versés aux productrices·eurs ne permettent pas  
aux consommatrices·eurs de bénéficier de produits  
meilleur marché.

**UM :** C'est effectivement une grande ques-  
tion de savoir qui bénéficie en définitive des  
subventions versées. Notre initiative reprend les  
revendications de la Via Campesina, qui sont le  
produit de longues discussions internationales.  
C'est ce qui explique qu'elle soit très détaillée.  
Toutefois, il faut maintenant examiner le détail  
des propositions au lieu de tout rejeter en bloc.  
Certaines revendications sont très importantes,  
comme les salaires minimaux dans l'agriculture  
ou le contrôle des importations.

### Pourquoi le groupe PS risque-t-il de rejeter l'initiative ?

**BJ :** Le fait que trois initiatives arrivent en  
même temps (l'initiative d'Uniterre «pour la  
souveraineté alimentaire», celle de l'USP «pour  
la sécurité alimentaire» et celle des Verts «pour  
des aliments équitables») ne facilite pas le  
débat. Le risque est que le parlement traite en  
même temps de ces initiatives et leur oppose  
un contre-projet. Dans ce cas, le contre-projet  
n'ira sans doute pas dans le sens d'Uniterre.

**UM :** Nous avons pourtant essayé de nous  
mettre ensemble, mais les positions étaient trop  
divergentes avec l'USP. Avec les Verts, nous aurions  
pu collaborer, mais le parti souhaitait partir seul.  
De plus, nous voulions lier la question sociale à  
la question écologique.

**BJ :** J'aimerais tout de même ajouter que nous  
soutenons les paysan·ne·s, par exemple en nous  
opposant au TTIP qui va à l'encontre de leurs  
intérêts. Toutefois, de manière générale, je ne suis  
pas favorable à des tarifs douaniers protectionnistes.  
Cela ne peut pas être une solution à long terme  
protégeant les petit·e·s paysan·ne·s.

**UM :** Nous avons longuement discuté avec  
Swissaid et nous sommes convaincus que les  
petit·e·s paysan·ne·s dans les pays du Sud ne  
profitent pas du libre échange. Ce ne sont que  
les gros qui en profitent, car les petits produisent  
pour le marché intérieur. Les paysan·ne·s du Sud  
doivent avoir accès à leurs marchés, et cela peut  
passer par des mesures protectionnistes comme  
les tarifs douaniers ou les contingents.

**BJ :** Ou les paiements directs... Si je reviens sur  
mon expérience, j'ai travaillé au Paraguay avec des  
paysan·ne·s qui produisaient du sucre. Ces petit·e·s  
paysan·ne·s dépendaient pour leur survie de l'accès  
au marché mondial et à des cours rémunérateurs.

**MR :** Mais cet exemple n'est que l'exception  
qui confirme la règle... Dans la plupart des cas, le  
libre échange et l'ouverture des marchés se font au  
détriment des paysan·ne·s, au Nord comme au Sud.

**BJ :** Non, ils et elles sont dépendants des cours  
des matières premières. Le problème principal,  
c'est la surproduction. Il faut donc contrôler plus  
strictement la production.

**UM :** Cela nous conforte dans l'idée qu'il ne  
faut pas non plus inonder les marchés du Sud  
avec nos produits, comme le lait en poudre ou le  
coton subventionné, car cela fait automatiquement  
baisser les cours. La solution, c'est de permettre la  
transformation des matières premières là où elles  
sont produites. D'ailleurs, Swissaid nous soutient  
dans cette revendication.

**BJ :** Swissaid et moi défendons la même  
position sur le libre échange.

### Que pensez-vous de la revendication tendant à uniformiser les conditions de travail dans l'agriculture ?

**BJ :** Il faut bien reconnaître que les paysans ont  
une tendance à s'auto-exploiter, car ils pratiquent

leur métier par passion, tout en ayant souvent un  
autre emploi en parallèle. Une solution me semble  
être de soutenir les coopératives de production,  
dans lesquelles les conditions de travail sont déci-  
dées par les coopératrices·eurs. Il faut toutefois  
reconnaître qu'il n'existe pas de recette miracle  
quant à ce problème.

**UM :** Il faut avoir une position différenciée,  
car les petites exploitations ne sont pas les seules  
dans lesquelles les gens travaillent beaucoup. Les  
gros structures industrialisées ont aussi des  
gros problèmes de rentabilité, qui induisent des  
allongements inquiétants de la durée du travail.

Par ailleurs, on parle souvent de coopératives  
de production, d'organisation collective du travail,  
mais cela n'est jamais enseigné dans les écoles  
d'agriculture. On n'y promeut qu'un seul modèle,  
celui de fermes toujours plus grandes et toujours  
plus industrialisées.

**BJ :** J'ai naguère déposé un postulat sur  
l'enseignement dans les écoles d'agriculture, afin  
que celui-ci se fonde sur les buts de la politique  
agricole. Je n'ai jamais reçu la moindre réponse  
du Conseil fédéral.

Sur un autre plan, je reconnais que les exploi-  
tations qui ont beaucoup investi ne sont pas en  
bonne santé financière, car l'argent ne rentre pas.  
Toutefois, si l'on parle d'augmenter les prix à la  
production, cela favorise les exploitations indus-  
trialisées, qui sont celles qui investissent le plus.  
La Suisse a déjà les coûts de production les plus  
élevés au monde dans le domaine de l'agriculture,  
et une telle politique risque de favoriser encore  
davantage la mécanisation de ce secteur, tout en  
augmentant ces coûts. Or, ce n'est pas ce que je  
promeus, car l'agriculture garantit des places de  
travail qu'il faut maintenir, et qui sont menacées  
par une mécanisation trop poussée. Nous ne  
pouvons pas nous contenter de travailler sur les  
prix des produits.

**UM :** Et nous ne pouvons pas davantage nous  
contenter d'intervenir avec les paiements directs!  
Il faut parler des structures et des mécanismes  
économiques et sociaux qui permettraient de fixer  
des prix justes.

**BJ :** Celles et ceux qui profitent du protection-  
nisme sont surtout les branches qui interviennent  
en amont ou en aval de la production, comme  
les entreprises qui fournissent des produits phy-  
tosanitaires ou les vétérinaires par exemple, qui  
savent tirer profit de prix élevés. Par exemple,  
le prix du beurre est quatre fois plus élevé en  
Suisse qu'en Allemagne, alors que les paysan·ne·s  
n'en profitent pas. Ce sont les intermédiaires qui  
empochent cette différence. C'est cette situation  
qu'il faut combattre.

*Propos recueillis par  
Antoine Chollet et Arnaud Thiéry  
Article paru dans Pages de Gauche  
n°159 octobre 2016*

AGRICULTURE CONTRACTUELLE

# Engagements européens de la FRACP

**Au-delà des problématiques locales, cantonales et nationales, la FRACP partage les principes de solidarité et d'engagement à long terme entre consommateurs et producteurs avec de nombreux autres réseaux (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne en France AMAP et MIRAMAP, SOLAWI en Allemagne et en Autriche ...); regroupés au sein du réseau Urgenci Europe.**

Ce réseau international regroupe désormais environ 6'292 initiatives contractuelles de proximité en Europe qui nourrissent entre un demi et un million de mangeurs solidaires ! Ce réseau des réseaux a pour objectif de faciliter les échanges d'expériences entre ces différentes initiatives, dans l'optique de promouvoir le plus largement possible ce type de partenariat comme une des solutions efficaces aux problèmes associés aux marchés mondiaux de production et de distribution agricoles. Pour atteindre cet objectif Urgenci pilote différents projets participatifs, organise et participe à différentes rencontres internationales de l'économie sociale et solidaire (Via Campesina, Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire, FAO, Nations Unies, Rencontres Nyéléni...)

Concrètement, la FRACP a déjà participé aux trois premières rencontres européennes organisées par Urgenci Europe en 2012, 2014 et 2016 et à un projet Grundtvig d'échanges et de visites.

La première rencontre européenne sur l'agriculture soutenue par la communauté et les systèmes émergents de distribution pour la souveraineté alimentaire à Milan avait été conçue comme un

approfondissement du processus Nyéléni-Europe et comme une mise en œuvre de la Déclaration Nyéléni Europe sur la Souveraineté alimentaire.

En 2014 la FRACP participait aussi à la deuxième rencontre, qui avait pour but de structurer ce réseau et de démarquer différents groupes de travail. Nous avons donc eu l'opportunité de prendre part à la rédaction d'un état des lieux des initiatives en Europe et aussi à la rédaction d'une déclaration commune affirmant les valeurs de l'agriculture contractuelle de proximité. Un premier résultat de ce travail collaboratif est la rédaction d'une première définition :

L'agriculture soutenue par les citoyens (Community Supported Agriculture en anglais) est un partenariat direct entre un groupe de consommateurs et un ou plusieurs producteurs, dans lequel les risques, responsabilités et récompenses des activités agricoles sont partagés, à travers un engagement à long terme. Opérant, en général, localement, les initiatives d'agriculture contractuelle de proximité visent à produire une alimentation de qualité de manière agroécologique.

Et en 2016, nous avons retrouvé 150 participants et volontaires venant de 25 pays à Ostrava en République Tchèque,



pour une troisième Rencontre. En plus de réfléchir aux premières réussites et challenges auxquels avait fait face le réseau européen, il s'agissait aussi de préparer le prochain Forum Européen Nyéléni pour la Souveraineté Alimentaire qui aura lieu du 26 au 30 octobre à Cluj-Napoca en Roumanie. Les objectifs de cet événement étaient d'identifier une vision commune concernant les systèmes de distribution alimentaire promouvant la Souveraineté Alimentaire en Europe, de définir les prochaines thématiques de travail et de renforcer la structure organisationnelle du réseau. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, différents groupes de travail et discussions en plénière ont été organisés pour

disséminer un projet Erasmus, pour structurer le mouvement, pour valider la déclaration, pour présenter les travaux du groupe de recherche et enfin pour préparer un message à transmettre à la prochaine rencontre Nyéléni.

La déclaration européenne de l'agriculture soutenue par les citoyens est désormais disponible en français et prête à être disséminée et surtout discutée et appropriée par les consommateurs et producteurs !

*Gaëlle Bigler, responsable internationale du comité de la FRACP*

**Lien vers la déclaration :**

[http://urgenci.net/french/wp-content/uploads/2016/10/European-CSA-Declaration\\_final-FR-1016.pdf](http://urgenci.net/french/wp-content/uploads/2016/10/European-CSA-Declaration_final-FR-1016.pdf)



## SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

# L'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire a été fondée.

Après une longue phase de préparation, l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire a été fondée le 21 septembre 2016 à Berne. Une trentaine de militant-e-s et membres de diverses organisations ont posé la première pierre d'une alliance la plus large et la plus diversifiée possible pour mener la bataille des votations.

Charles-Bernard Bolay, président d'Uniterre, a salué les personnes présentes. Après d'intenses discussions, les statuts ont été adoptés à l'unanimité. L'élection du comité a assuré comme désiré une bonne diversité générationnelle et une répartition équilibrée des sexes. La présidence de l'Alliance est assurée par Ulrike Minkner, paysanne Bio et vice-présidente d'Uniterre. Le comité est composé de Nicolas Repond, photographe et membre de SP-Fribourg ; Fernand Cuhe, du parti des Verts et ancien

secrétaire syndical à Uniterre ; Coline Choquet de l'association « Jeunes agriculteurs sans terre » de Genève ; Levy Sharabi de l'initiative pour les semences Kokopelli ; Christian Hutter, un jeune maraîcher de la région de Zürich ; Christine Schilter des Jardins de Cocagne et l'Autre Syndicat ; Charles-Bernard Bolay, paysan et président d'Uniterre ainsi que de Valentina Hemmeler Maïga, secrétaire syndicale à Uniterre. Leur point commun : un fort engagement pour l'initiative « pour la souveraineté alimentaire ». Et c'est aussi à l'unanimité que le comité a été élu en bloc. Philippe Sauvin de l'Autre Syndicat avec Jean-Pierre Thévenaz de « Eglise et Monde Travail » se chargent de la révision des comptes. La question des cotisations a été longuement discutée, notamment des tarifs différenciés selon la taille des organisations afin d'élargir au

maximum l'alliance. Le budget annuel devrait être de 170'000.- pour 2017 et de 210'000.- pour 2018. Tous et toutes sont conscient-e-s qu'actuellement il est primordial de concentrer les efforts sur la recherche des moyens financiers nécessaires à cette campagne de votations.

Faute de temps, nous n'avons pas pu élaborer les commissions et les groupes de travail. Une autre rencontre a eu lieu le 17 octobre pour traiter cette question, afin de permettre à la nouvelle structure d'être active et réactive le plus tôt possible.

Toutes les discussions ont été menées avec force motivation et engagement, et je suis confiant dans la solidité de la base que nous avons fondée pour cette future campagne de votations.

*Mathias Stalder*

**IBAN UNITERRE**

**POUR LES DONNÉS :**

**CH17 8012 3000 0028 4966 7**

**POUR DEVENIR MEMBRE :**

**CH50 8012 3000 0028 4965 5**

**référence bancaire :**

Banque Raiffeisen Basse Broye Vully  
CCP de la Raiffeisen 17-6872-4  
CB 80123  
Uniterre  
p.a Claude Mudry  
Bellevaud 50  
2518 Nods

NATIONAL

# Grande manifestation contre la dictature des multinationales

Le samedi 8 octobre, près de deux mille personnes ont manifesté contre les accords de libre-échange TISA et TTIP sur la place fédérale à Berne. L'appel à la manifestation a été lancé par une coalition de 20 organisations contre TTIP, TISA & Cie, dont l'organisation pour la protection de l'environnement Greenpeace, le syndicat SSP, l'organisation de développement Alliance Sud, les JS, les Verts et Uniterre.



Depuis plusieurs années, des négociations ont lieu sur différents accords de libre-échange qui concernent la Suisse, mais dans un cadre qui exclut la transparence et la participation démocratique. La Suisse siège à la table des négociations sur l'accord TISA (Trade in Service Agreement) qui a pour objectif de privatiser l'ensemble du secteur des services, y compris les services publics. Pour les accords TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership entre les États-Unis et l'UE) et CETA (Canada-UE), une adhésion de la Suisse est matière à discussions.

Dans une résolution adoptée samedi, les manifestant-e-s exigent l'arrêt des

négociations, la transparence complète ainsi qu'une votation populaire sur tous les accords de libre-échange. Le monde n'a pas besoin d'une dérégulation continue, mais de la mise en place de standards élevés pour la protection de l'environnement et de la société civile. Dans son discours, le secrétaire d'Uniterre Rudi Berli souligne : « Le Conseil fédéral poursuit sa lancée aveugle en faveur du libre-échange. Traités de libre-échange avec la Chine, la Malaisie, l'Indonésie, traités de l'OMC, TTIP et TISA. Cela ne concerne pas seulement l'agriculture et le système alimentaire, mais d'autres secteurs stratégiques comme l'eau, le système éducatif, la santé, l'énergie. Le Conseil fédéral méprise la démocratie, il méprise les intérêts de la population pour les intérêts des grandes banques et des industries multinationales, il méprise l'environnement, notre souveraineté, notre constitution, notre démocratie ! »

Uniterre et l'initiative pour la souveraineté alimentaire étaient présents avec un stand. Nous avons distribué de nombreux flyers et du matériel d'information sur notre initiative, ainsi

que du fromage et du vin blanc. Les discussions étaient constructives et nous avons gagné 35 nouvelles adhérentes/nouveaux adhérents à l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire. La coalition contre TTIP, TISA & Cie va continuer à agir contre le démantèlement de la démocratie et les effets négatifs qu'auraient ces accords sur les conditions de travail en Suisse, le Service public,

l'environnement, la santé, la protection des données. La transparence complète sur les négociations est primordiale.

*Mathias Stalder  
traduction: Stefanie Schenk*

*Photos: Nicolas Repond*



UNITERRE

## Uniterre Argovie: première rencontre de la nouvelle section



Actuellement, il y a 15 projets d'agriculture contractuelle en Suisse allemande. Le 22 septembre, des membres et sympathisant-e-s d'Uniterre ont rendu visite au projet « Bioco » fondé en 2013, à Gebenstorf près de Baden. Sur la ferme Demeter d'Astrid et de Michael Köhnken, 40 ares servent à produire des légumes pour les 50 abonné-e-s et les 100 membres de la coopérative. La ferme produit également de l'épeautre, élève des vaches mères et cultive 75 arbres haute-tige.

Notre visite a été guidée par les pionniers de Bioco, Sonja Korpeter et Anna Zehnder, ainsi que par les anciens propriétaires de la ferme, Annemarie et Beat Müller-Graf. Dans la deuxième partie de la visite, Mathias Stalder a présenté le travail d'Uniterre, l'initiative pour la souveraineté alimentaire ainsi que la campagne actuelle contre TTIP/TISA & Cie. Par la suite, un tour de table dans le Restaurant Chernen a montré que la majorité des personnes présentes ne connaissaient pratiquement pas Uniterre, ni d'ailleurs l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Toutefois, notre travail a trouvé un bon écho et une nouvelle rencontre a été agendée au 9 novembre sur la ferme de Fabio Tanner à Wölflinswil. Le jeune paysan, qui par ailleurs avait déjà participé à la récolte de signatures, souhaite s'engager dans cette future nouvelle

section d'Uniterre. Parmi les autres, beaucoup estiment que leurs possibilités d'engagement pour Uniterre sont limitées - à cause du travail à la ferme et de la vie de famille. Malgré cela, et grâce aux échos positifs, nous allons officiellement fonder notre section en novembre. Georg Dällenbach, membre d'Uniterre de longue date, est prêt à en prendre en charge la coordination. Il a d'ores et déjà proposé un premier événement : une arène en bottes de paille pour une rencontre avec des représentant-e-s de l'Union suisse des paysans et de l'initiative pour les aliments équitables.

*Mathias Stalder  
traduction: Stefanie Schenk*



si vous voulez recevoir  
**nos alertes SMS**  
envoyez votre n° de natel  
avec Nom et Prénom  
**au 079 574 54 12**  
ou par email à  
**info@uniterre.ch**

La ligne nature

**Metabol**  
BOLUS naturel après-vélage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**  
TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Parabol**  
en cas de cellules  
somatiques

**LGC SA**

**ONLINE SHOP** 1627 Vaulruz  
**www.lgc-sa.ch** 026 913 79 84

UNITERRE

## Du militant salarié au militant bénévole

Dès 2017, mon statut va changer. Je vais passer du militant salarié au militant bénévole. Je serai comme vous, cher.e.s ami.e.s, occupé ailleurs, mais le regard régulièrement pointé sur les activités d'Uniterre et les activités du mouvement pour la souveraineté alimentaire. Mon cœur battra toujours pour des prix équitables, pour des circuits courts et pour que demain l'agriculture en laquelle je crois, celle des paysannes et des paysans, celle des citoyennes et des citoyens, soit toujours plus forte que celle où la vie n'est plus, celle des consortiums industriels et des pouvoirs financiers.

Je quitte le char mais pas le tracteur. Ce dernier sera toujours en route pour que vive le mouvement. Ce dernier s'étoffe d'ailleurs de jour en jour et bien au-delà des frontières suisses ou même européennes. Partout, de Jakarta à Bamako, de Bruxelles à Rio, des millions de paysannes et des paysans avec ou sans terre, proposent des solutions, débattent des alternatives pour que demain soit autrement. De ce mouvement je continuerai de faire partie, avec vous.



Un grand merci pour ces magnifiques belles et intenses années. Merci pour les heures de discussions animées mais ô combien intéressantes et merci pour toutes ces relations humaines tissées grâce à vous toutes et tous. Uniterre est plus qu'un travail, c'est un engagement de chaque instant. Oui je peux le dire, j'ai participé à quelque chose de grand, de fort et de puissant. Merci Paysan

Nicolas Bezençon

### La Clef des champs (Courgenay JU) engage!

collaborateur/trice jardinier/ère entre 60% et 80% janvier 2017 ou à convenir

Depuis 35 ans, la Clef des Champs produit dans ses serres et en pleine terre des légumes de qualité biologique pour 200 familles membres de la coopérative. La production est assurée par deux jardiniers/ères expérimentés/ées aidés par le travail régulier des consommateurs.

**Tâches :**

- suivi des cultures de légumes et production de plantons
- gestion du jardin
- entretien des infrastructures et machinerie
- encadrement des coopérateurs/trices sur le terrain

annonce complète sur :

[www.clef-des-champs.ch](http://www.clef-des-champs.ch)

### uniterre recherche :

Un-e producteur-trice de lait romand-e intéressé-e à s'engager à 20% janvier 2017 ou à convenir

**Tâches :**

- Suivi du secteur laitier suisse en collaboration avec le secrétariat d'Uniterre
- Définition des axes d'action et priorités d'Uniterre en lien avec le comité
- Animation de la commission lait
- Maintien des contacts avec les collègues européens, participation ponctuelle aux assemblées d'EMB
- Eventuellement : rédaction d'articles dans le mensuel d'Uniterre

Travail rémunéré. Lieu de travail : à domicile

Dossier de candidature complet sous format électronique uniquement d'ici au 15.11.2016 à [emploi@uniterre.ch](mailto:emploi@uniterre.ch)

annonce complète sur :

[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

### uniterre engage!

Permanent-e syndical-e 60% à 80% pour janvier 2017 ou à convenir

**Tâches :** Gestion de dossiers (lait, grandes cultures, vente directe) • gestion de projets • recherches de fonds • communication • représentation

**Profil souhaité :** • Master ou bachelor en agronomie • Forte motivation et intérêt pour les visions d'Uniterre • Connaissance des politiques agricoles et des enjeux internationaux

• Très bonnes capacités rédactionnelles et communicationnelles

• Autonomie, flexibilité, proactivité,

• français et allemand exigés / anglais un atout

Lieu de Travail : Lausanne

Dossier de candidature complet sous format électronique uniquement d'ici au 15.11.2016 à [emploi@uniterre.ch](mailto:emploi@uniterre.ch)

annonce complète sur :

[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

### SECTIONS

Jeudi 27 octobre 20h

Comité de la section Neuchâtel Malvilliers

Samedi 5 November 15h-18h

Fondation de la section UNITERRE Berne Restaurant Bären, Bernstrasse 25, Ostermundigen

Mercredi 9 November 19h

Fondation de la section UNITERRE Argovie auf dem Hof von Fabio Tanner, Altenberg 307, Wölflinswil

### AGENDA

3 novembre 18h30 -20h

table ronde: **Quel avenir pour les familles paysannes africaines ?** salle Bungener, RUI, 22 rue Rotschild, 1201 Genève org: FGC

10 novembre

**Symposium OGM** Eventforum, Fabrikstrasse 12, Berne

26 novembre

**Journée de formation continue FRACP** Café Le Tempo, Yverdon contact: [bezencon@acp.ch](mailto:bezencon@acp.ch)

Plus d'infos sur notre site:

[www.uniterre.ch/actions/agenda](http://www.uniterre.ch/actions/agenda)

### CONTACTS SECTIONS

**Neuchâtel :** Philippe Reichenbach 079 640 89 63

**Genève :** Rudi Berli 078 707 78 83

**Fribourg :** Stéphane Mauron 026 655 16 27

**Vaud :** André Muller 021 652 75 50

**Jura** 021 601 74 67

**Chablais :** Pierre Moreillon 024 499 21 17



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture ! Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

[www.cresus.ch](http://www.cresus.ch)